



**Enseignement de Promotion et de
Formation Continue.**

RAPPORT DE STAGE EFFECTUÉ AU SEIN DU BUREAU D'EXPERTISE COMPTABLE « I-HEB MANAGEMENT »

*Travail de fin d'études réalisé par : **EL OUALI AHMED***

En vue de l'obtention du diplôme de post-graduat en expertise comptable et fiscale.

*Année académique 2009-
2010*

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier, l'entière du corps professoral s'occupant du post-graduat en expertise comptable et fiscale au sein de l'E.P.F.C pour leur qualité d'enseignement.

Je présente mon profond remerciement et respect à tous les membres du jury pour leur aimable acceptation de juger mon travail.

Je remercie, également, Mme Samah de m'avoir accueilli dans son entreprise afin d'améliorer mes connaissances théoriques ainsi que tout le personnel de l'entreprise pour leur aide, leur gentillesse et leur amabilité.

Enfin, je tiens à remercier ma femme qui m'a soutenu pendant toute la durée de la réalisation de ce modeste travail.

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION	5
I- PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ.....	6
1-création de l'entreprise.....	6
2-information sur la société.....	6
3-organigramme.....	7
II- LES ÉTAPES EFFECTUÉS AU SEIN DE L'ENTREPRISE	7
A- Réception des documents.....	7
B- Dossier permanent.....	8
C- Encodage dans le programme Win books.....	9
1- encodage des ventes.....	10
2- encodage des achats.....	12
3- journal financier.....	22
4- opérations diverse.....	25
D- Déclaration TVA.....	27
1- Comment peut-on la déterminer ?.....	27
2- Délai de dépôt.....	27
3- Déclaration TVA.....	28
E- Dépense non admise (DNA).....	29
F- La déduction pour capital à risque.....	30
III- SUJET THÉORIQUE : LA CONSOLIDATION.....	32
1- Introduction.....	32
2- Définitions.....	33
2-1. la consolidation.....	33
2-2. entreprise mère et filiale.....	33
3- Obligation de consolider.....	33
4- Périmètre de consolidation.....	34
5- Pourcentage de participation.....	35
5-1. pourcentage de contrôle.....	35
a- contrôle de droit.....	36
b- contrôle de fait.....	36
c- contrôle conjoint ou partage.....	36
d- contrôle exclusif.....	36
➤ Pourcentage de contrôle dans des cas spécifique.....	37
5-2. pourcentage d'intérêt.....	38
5-2-1 liaisons direct et indirect.....	38
5 2-2 liaisons réciproques et circulaires.....	39
6- Méthode de consolidation.....	40
6-1. choix de la méthode.....	40
6-2. la méthode d'intégration globale.....	42
6-3. la méthode d'intégration proportionnelle.....	45
6-4. la méthode de la mise en équivalence.....	47

7- Opération réciproque.....	48
8-Exemple récapitulatif.....	49
9- Conversion des comptes en monnaie étrangère.....	53
9-1. Choix de la méthode.....	53
9-2. Démarche de conversion.....	53
IV- CONCLUSION	54
BIBLIOGRAPHIE.....	55

INTRODUCTION

Afin de terminer mon diplôme de post-graduat en expertise comptable et fiscale, il me fallait compléter mes connaissances théoriques déjà acquises au sein de l'E.P.F.C, par une expérience professionnelles au sein d'un bureau d'expert comptable.

En effet, dès le 1 août 2009, mon stage commença dans l'entreprise I-HEB MANAGMENT sous la direction de Mme Samah, expert comptable et fiscal.

Pour mieux élargir mes connaissances, Mme Samah, mon maître de stage, ma offert l'occasion d'œuvrer sur plusieurs dossier divers et variés.

Pendant toute la période de stage, du 1 août au 30 septembre 2009, j'ai eu l'opportunité de bénéficier des conseils d'une équipe dynamique et compétente qui n'hésitait pas à me consacrer du temps afin de m'expliquer les différentes taches à effectuer au sein d'un bureau d'expert comptable.

Dans le développement de ce rapport, je vais vous présenter les différentes taches que j'ai pu accomplir tout au long de mon stage.

J'aborderai ensuite, en tant que sujet théorique, la consolidation.

Bonne lecture...

I- PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ

1- CREATION DE LA SOCIÉTÉ

Après avoir eu son diplôme en expertise comptable et fiscale, et après avoir acquit l'expérience professionnelle au sein de nombreux bureaux d'experts comptables, Mme Samah décida d'ouvrir son propre cabinet d'expert comptable et fiscal.

En 2006, Mme Samah créa la s.p.r.l I-heb Management située à chaussée d'Alseberg.

Actuellement, la société possède un éventail de clients assez diversifiés, ils se partagent comme suite :

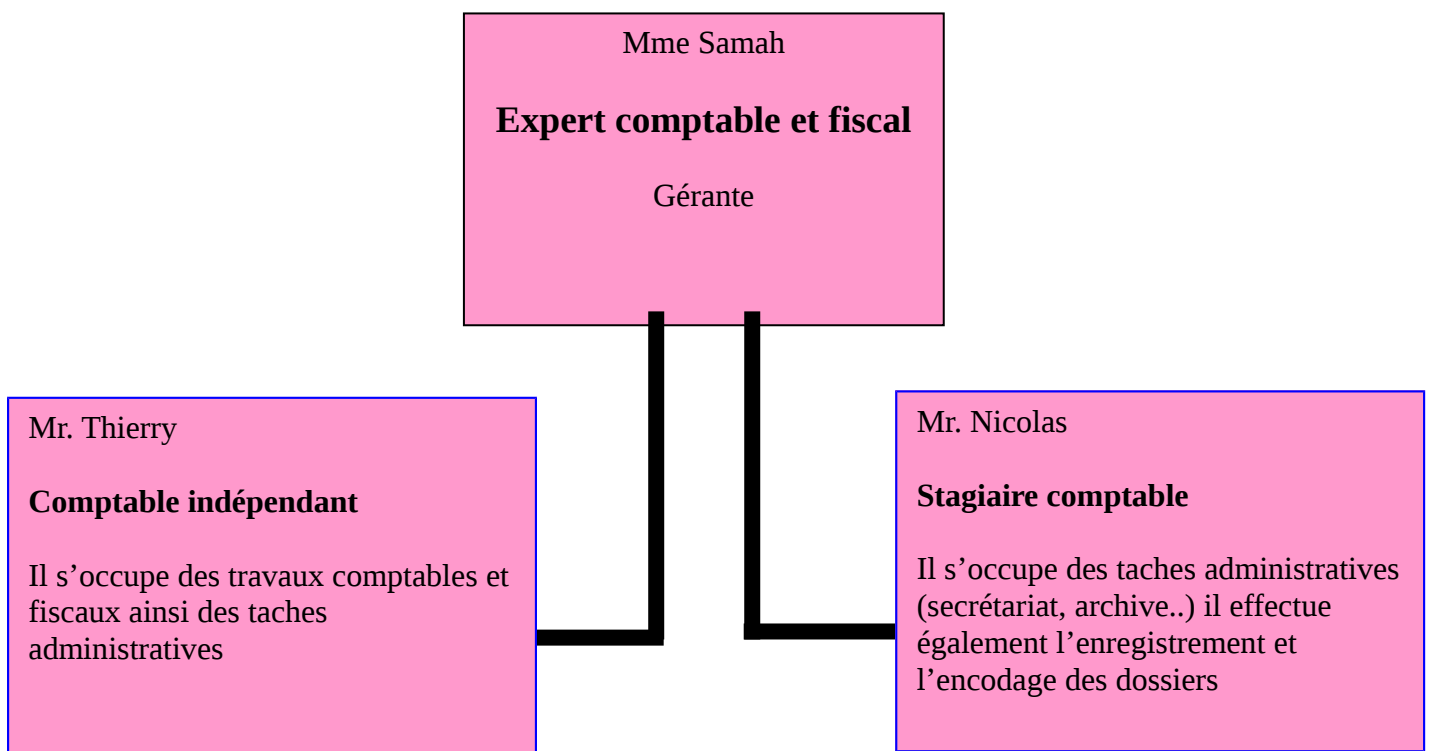
- * service public.....10 %
- *indépendant20 %
- *société55 %
- *ASBL.....15 %

La société a un rôle de conseil assez important pour orienter ces clients sur la voie la plus avantageux au niveau fiscal.

3- INFORMATION SUR LA SOCIETE

Domination	:	I-heb Management
Forme juridique	:	Société civile sous forme de Société Privé à Responsabilité Limité
Siège social	:	Chaussée d'Alseberg n : 596 1180 Bruxelles
Activité	:	Travaux comptables et fiscaux
Gérant	:	Mme Samah
Numéro d'entreprise	:	BE 0884.538.644
Télé	:	02/344.18.38

3- ORGANIGRAMME



II-LES ETAPES EFFECTUES AU SEIN DELA SOCIETE

A- RÉCEPTION DU DOCUMENT

Avant de pouvoir encoder les pièces relatives à la période, les employés du cabinet doivent classer les documents transmis par les différents clients.

En trouve trois méthodes de transmission des pièces, soit :

- *Que les clients l'envoient par courrier postal,
- *Qu'ils apportent eux même leurs documents,
- *un des employés du cabinet se déplace chez le client.

Souvent, ces documents sont remis au comptable qui s'occupe du dossier du client.

On outre, les documents transmis comportent souvent des pièces n'ayant aucun rapport avec l'activité professionnelle. C'est ainsi, une séparation est nécessaire pour distinguer la partie privée de la partie professionnelle.

Alors, on crée dans la farde une partie « Divers » étant donné qu'aucun document donné par le client ne peut être jeté.

Après cette première séparation, un classement est établi afin de faciliter le travail d'encodage.

Les pièces comptables sont numérotées en continu par exercice et par journal.

Un même numéro peut donc être utilisé plusieurs fois, mais jamais dans le même journal et le même exercice comptable. Un premier numéro doit être défini lors de la première écriture dans un journal. Par la suite, Win books propose le numéro suivant, qui correspond au numéro le plus élevé utilisé dans ce journal augmenté de 1. (Exemple : les factures d'achats de l'exercice 2009 mois Août sont numérotées 09080001, 09080002, etc.)

Tous les achats, toutes les ventes et tous les financiers sont alors séparés.

B- DOSSIER PERMANENT

Chaque client a un dossier permanent. Celui-ci contient :

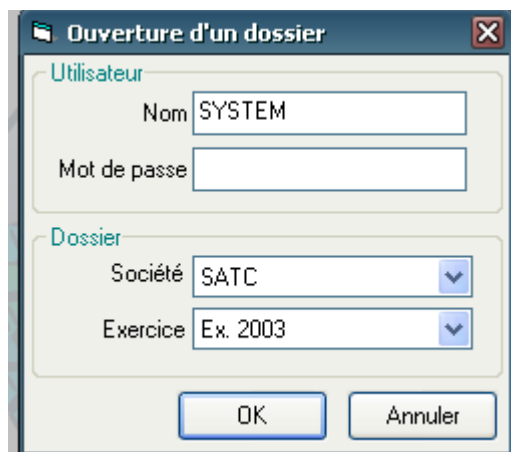
- Tous les documents et les informations permettant d'identifier l'entreprise et son historique (statut et modification, publication légale, registre de commerce, numéro de TVA...)
- Tous les documents relatifs aux obligations en matière de sécurité sociale (numéro ONSS, caisse de pensions, allocations familiales...)
- Organigramme de l'entreprise, compétences, fonctions, mandataires.
- Organisation du service comptable et administratif, logiciel.
- Les déclarations TVA
- Comptes annuels des dernières années.
- Tous les contrats (bail, assurances, financement, obligation...)
- Les procès verbaux du conseil de l'administration

-Les procès verbaux de l'assemblée générale des actionnaires.

C- ENCODAGE DANS LE PROGRAMME WINBOOKS

L'encodage des pièces justificatives s'effectue mensuellement, trimestriellement (selon le fait qu'ils doivent établir une déclaration mensuelle ou trimestrielle à la TVA) voir annuellement (les non assujettis à la TVA sont le plus souvent encodés en une seul fois, en fin d'exercice.

Dés le lancement du programme Win books, une fenêtre nous demande le code du dossier.



Chaque client a son propre code dossier, celui-ci peut être le nom de la société ou les premières lettres de celle-ci. Il faut aussi vérifier si on est dans le bon exercice comptable.

Au cours de mon stage, j'ai pu me rendre compte que l'exercice comptable de certains clients est inférieur à douze mois et que certains exercices ne sont pas clôturés au 31-12-année.

Pourquoi cette différence ?

Cela dépend de ce qu'il est inscrit dans les statuts de l'entreprise.

Si par exemple une entreprise commence en avril de l'année N, est elle obliger de clôturé le 31-12-N ?

Pour le cabinet, cela représente un avantage parce qu'il permet aux employés du cabinet de mieux répartir les différentes clôtures du bilan sur l'année.

Description du journal des ventes

[illegible]

L'écran, du journal des ventes, est divisé en trois parties :

- La première partie : l'entête de la facture, contient les informations traditionnelles, genre, code journal, période, numéro document, référence tiers, date, et montant de la facture.
- La deuxième partie concerne les imputations comptables et les imputations TVA. Dans cette partie, on va mentionner les imputations aux comptes de la comptabilité générale mais également les codes TVA à utiliser. Il nous permettra de gagner du temps lors de l'encodage de la partie TVA.
- La troisième partie est un récapitulatif TVA qui est alimentée automatiquement par le programme Win books qui reprend par code TVA, le total du base et le montant total TVA. Elle permet également de faire l'ajustement TVA manuel sur la facture.

Lors de ma période de stage, la majorité des écritures que j'ai eu l'occasion de comptabilisées sont les suivantes :

*	400000 Client	+	
	à 700001 Prestation de service		+
	451000 TVA à payés		+

Il s'agit d'une facture relative au service du bureau comptable.

*	400000 Client	+	
	à 700000 Ventes de marchandises		+
	451000 TVA à payés		+

C'est une facture relative aux ventes des vêtements.

Toutes les écritures que j'ai effectué en ce qui concerne les ventes sont similaires les unes les autres. On mouvemente pratiquement tout le temps les mêmes comptes.

2-Encodage des achats

L'encodage dans le journal des achats se présente de la même manière que dans le journal des ventes. En effet, dans la rubrique encodage, en clic sur le code journal « achat ».

[illegible]

Durant mon stage, il m'a été confié différents dossiers de clients. Grâce à cela, j'ai pu avoir une vue d'ensemble sur différentes écritures comptable que l'on peut rencontrer le plus souvent lors de l'encodage.

➤ Achat de marchandise

604000 Achat de marchandise	+	
411000 TVA à récupérer	+	
à 440000 Fournisseur		+

Ici l'entreprise travail dans la vente de matériel informatique. Les marchandises acquises sont revendus telles quelles sans y apporter des modifications. Son activité principale l'achat et la vente du matériel informatique.

Mais dans d'autre cas, l'achat d'un matériel informatique s'enregistre comme **investissement**.

240200 Matériel informatique	+	
411000 TVA à récupérer	+	
à 440000 Fournisseur		+

L'investissement se sont les biens que l'on retrouve dans la rubrique des immobilisations du bilan et qui sont destinés à rester pour une durée déterminée dans l'entreprise tous en étant affecté à l'exploitation de celle-ci.

En effet, ces immobilisations ont une durée de vie limitée dans le temps. Donc, elles sont par conséquent **amortissables** sur base de cette durée.

630200 Dotations aux amortissements	+	
Sur immobilisation corporelles		
à 2402900 Amortissement du matériel	+	
informatique		

➤ **Achat intra- communautaire**

604000 Achat de marchandise	+	
411000 TVA à récupérer	+	
à 440000 Fournisseur		+
451500 TVA intra-communautaire		+

➤ **Facture d'électricité**

612000 Electricité	+	
411000 TVA à récupérer	+	
à 440000 Fournisseur		+

Ce compte « 612000 » est utilisé lors de l'encodage des factures relatives à la consommation de l'énergie électrique de l'entreprise.

➤ **Achat de voiture**

241000 Matériel roulant	33.150,00	
411000 TVA à récupérer	3.150,00	
à 440000 Fournisseur		36.300,00

On constate, lors de l'achat d'une voiture, il faut prendre en considération que la déduction de la TVA est limitée à 50 % s'il est entièrement utilisé à usage professionnel. Ce qui signifie que la moitié de la TVA devra donc être imputé sur le compte « 241000 ».

Si la voiture est utilisée pour 20 % à usage professionnel le pourcentage de TVA qu'on pourra déduire sera donc de 20 % et non de 50 %.

Le taux de 50 % n'est qu'un plafond.

Cette limitation sera d'application, aussi, sur les frais accessoires attacher au véhicule : entretien, frais d'essence, frais de parking...

➤ **Facture d'entretien de voiture utilitaire (100 % professionnel)**

611100 Entretien et réparation	99,17	
411000 TVA à récupérer	20,83	
à 440000 Fournisseur		120,00

Dans ce cas, il n'y a pas de limitation de TVA. Celle-ci est déductible à 100 %, car le véhicule est utilitaire affecté à 100 % à l'activité professionnelle.

Supposons que **le véhicule utilitaire affecté à 60 % usage professionnel** ; donc 40 % privé.

611100 Entretien et réparation	59,5
411000 TVA à récupérer	12,49

416000 comptes courants gérant	48,01	
à 440000 Fournisseur		120,00

Dans ce cas, la TVA sera récupérée que sur la partie professionnelle 60%.

Donc :

Partie professionnelle :	$99,17 * 60 \% = 59,50$
TVA sur partie professionnelle :	$59,50 * 21 \% = 12,49$

Alors le compte « 416000 », représente la partie privée, sera constitué de 40 % non professionnelle augmenté de TVA non récupérable.

Donc :

$$(99.17*40 \%) + (20.83 * 40 \%) = 48,01$$

Si le véhicule est non utilitaire, il sera soumis à une limitation TVA (**récupérer que 50 % maximum**).

➤ **Facture de réparation d'un véhicule non utilitaire** (100% professionnel)

611100 Entretien voiture	182,64	
411000 TVA à récupérer	17,36	
à 440000 fournisseur		200,00

On remarque que le compte « 611000 » est majoré de la moitié de la TVA.

En effet : $165,28 + 17,36 (50 \% \text{ TVA}) = 182,36$

Supposons que c'est une facture **d'un véhicule non utilitaire affecté à 40 % professionnelle**.

Pour mieux comprendre, nous allons garder comme base les montants d'écritures précédentes.

Alors, on a 40 % est affecté à l'activité professionnelle, donc la TVA n'est récupérable qu'à la limite de 40 %, et les 60 % sont considérés comme privé.

Le compte « 416000 » est majoré de la TVA non récupérable (50 %) plus les (10 %) de la non professionnelle.

611100 Entretien voiture	66,09	
411000 TVA à récupérer	13,88	
416000 C/C gérant	119,95	
à 44000 Fournisseur		200,00

Explication

On a : $200,00/1,21 = 165,23(\text{HTVA})$

Partie professionnelle	: 165,23 * 40 % =	<u>66,09</u>
Partie privé	: 165,23 * 60 % =	99,14
TVA	: 165,23 * 21 % =	34,69
TVA non récupérable	: 34,69 * 50 % =	17,34
TVA non récupérable	: 34,69 * 10 % =	3,47
TVA récupérable	: 34,69 * 40 % =	<u>13,88</u>

Dans le compte « 61100 », on a enregistré la partie professionnelle de 40 % du montant « 165,23 » c à d « 66,09 ».

La partie privée est de 60 %, alors il faut porter dans le compte « 416000 » le montant de 99,14 augmenté de 50 % de TVA non récupérable plus 10 % du TVA non récupérable (car privé), alors le total est de :

$$99,14 + 17,34 + 3,47 = \underline{119,95.}$$

Le compte « 411000 » TVA récupérable est de 13,88

➤ Achat de fourniture de bureau

Il s'agit des matériels qui s'usent rapidement et qui doivent être remplacé de manière régulière

612400 Fourniture de bureau	+	
411000 TVA à récupérer	+	
à 440000 Fournisseur		+

➤ **Facture prime d'assurances**

614400 Prime d'assurances	+	
à 440000 Fournisseur		+

Ce compte nous permet de vérifier le compte « 241000 ».

On outre, on peut subdiviser ce compte en fonction des catégories d'assurances que l'entreprise acquit.

➤ **Frais de restauration**

-	614600 Frais de restauration	+	
	à 440000 Fournisseur		+

Les frais de restaurations ne sont déductibles qu'à concurrence de 69 %. Cette limitation de 31 % se trouve dans la déclaration ISOC au niveau du cadre II-DNA. Du point de vue de la TVA, les frais de restaurations ne sont pas, en général, déductibles.

➤ **Note de crédit sur achat**

La note de crédit sert à diminuer un montant sur une facture déjà établit.

44000 Fournisseur	+	
à 604000 Achat de marchandise		+
451400 TVA pour régularisation		+

➤ **Facture relative à des travaux immobiliers**

Il s'agit d'aménagement d'un immeuble pour un montant de 1590,00euro. Sur la facture il est mentionné « taxe à acquitter par le cocontractant ».

611000 Réparation de bien immobilier	1590,00
411000 TVA à récupérer	333,90
à 440000 Fournisseur	1590,00

451300 TVA cocontractant	333,90
--------------------------	--------

➤ **Taxe de circulation**

Chaque entreprise qui possède des véhicules, elle est redevable auprès de l'administration des contributions d'un ou plusieurs taxes de circulation. Cette taxe est calculée sur base de la puissance du véhicule.

640000 Taxes de circulation	+	
à 440000 Fournisseur		+

➤ **Prestation du secrétariat social**

Le secrétariat social est une organisation qui facilite considérablement la tâche aux entreprises. Elle calcule le montant du précompte professionnel, de l'ONSS et elle s'occupe de leur paiement. Elle calcule aussi les rémunérations que l'entreprise devra payer à son personnel, ainsi que les fiches de paies.

614300 Prestation secrétariat social	+	
411000 TVA à récupérer	+	
à 440000 Fournisseur		+

➤ **Précompte professionnel**

453000 Précompte professionnel	+	
à 440000 Fournisseur		+

➤ **ONSS**

454000 ONSS	+	
à 440000 Fournisseur		+

➤ **Honoraire de comptabilité**

L'écriture sera présentée comme suite :

613210 Honoraire	+	
411000 TVA à récupérer	+	
à 440000 Fournisseur		+

Le cabinet s'occupe aussi du dépôt du bilan à la Banque Nationale de Belgique.
Lorsque la facture est établie pour les frais de dépôt du bilan, elle ne sera pas considérée comme étant des honoraires, mais elle sera comptabilisée comme suite :

613250 Publication légale +
411000 TVA récupérer +
à 440000 Fournisseur +

Voici ci-dessous les tarifs concernant le dépôt du bilan à la BNB

	Montant total	BNB			AMB			CNC	CACIC
		Base	TVA	Total	Base	TVA	Total		
Via Internet sous la forme d'un fichier structuré									
Modèle complet	374,68	252,00	52,92	304,92	55,40	11,63	67,03	2,23	0,50
Modèle abrégé	139,34	57,50	12,08	69,58	55,40	11,63	67,03	2,23	0,50
Via Internet sous la forme d'un fichier PDF									
Modèle complet	431,55	299,00	62,79	361,79	55,40	11,63	67,03	2,23	0,50
Modèle abrégé	196,33	104,60	21,97	126,57	55,40	11,63	67,03	2,23	0,50
Via la poste sur papier									
Modèle complet	437,84	304,20	63,88	368,08	55,40	11,63	67,03	2,23	0,50
Modèle abrégé	202,62	109,80	23,06	132,86	55,40	11,63	67,03	2,23	0,50

Que se passe-t-il en cas de dépôt tardif ou d'absence de dépôt ?

Chaque année, le Conseil d'administration d'une société anonyme (ou le gérant/conseil de gérance d'une sprl) doit établir les « comptes annuels ». Ensuite, il doit les soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale dans les six mois de la clôture de l'exercice (article 92 du Code des sociétés). Enfin, dans les trente jours de leur approbation par l'assemblée générale, et au plus tard sept mois après la clôture de l'exercice, le Conseil doit déposer les comptes approuvés à la Banque nationale de Belgique (article 98 du Code des sociétés).

Le non respect du délai de dépôt des comptes annuels peut avoir plusieurs conséquences :

1. Sanctions civiles

Si le délai de six mois pour la présentation des comptes à l'assemblée générale et/ou le délai de trente jours pour le dépôt à la BNB ne sont pas respectés, « le dommage subi par les tiers est, sauf preuve contraire, présumé résulter de cette omission » (articles 92, § 1er, al. 3 & 98, al. 3 du Code des sociétés).

Par le jeu de cette présomption, les administrateurs risquent, solidairement, de voir leurs responsabilités personnelles mises en cause à concurrence, pour faire bref, de l'aggravation du passif depuis la date à laquelle les comptes auraient dû, respectivement, être soumis à l'assemblée ou déposés à la BNB.

Cette sanction est tout à fait similaire à celle qui frappe les administrateurs qui n'ont pas convoqué l'assemblée générale extraordinaire de la société dans les deux mois, lorsque l'actif net est réduit à moins de la moitié du capital (article 633 du Code des sociétés – procédure dite « de la sonnette d'alarme »).

2. Sanctions administratives

L'article 129 bis, § 2 du Code des sociétés prévoit une amende de 200,00 € par mois de retard, avec un plafond de 1.200,00 € lorsque les comptes annuels ne sont pas déposés dans les sept mois de la clôture de l'exercice.

Les administrateurs sont solidairement responsables, avec la société, du paiement de ces amendes.

➤ **Location d'une machine**

L'entreprise a loué une machine pour effectuer des opérations liées à son activité

610010 locations de matériel	+	
411000 TVA à récupérer	+	
à 440000 Fournisseur		+

➤ **loyer**

610000 loyers	+	
à 440000 Fournisseur		+

Il s'agit du loyer d'un bien immobilier que l'entreprise l'exploite.

➤ **Facture des frais téléphonique**

612100 Téléphone	+	
411000 TVA à récupérer	+	
à 440000 Fournisseur		+

C'est la facture relative à la communication téléphonique d'une ligne fixe que l'entreprise l'utilise.

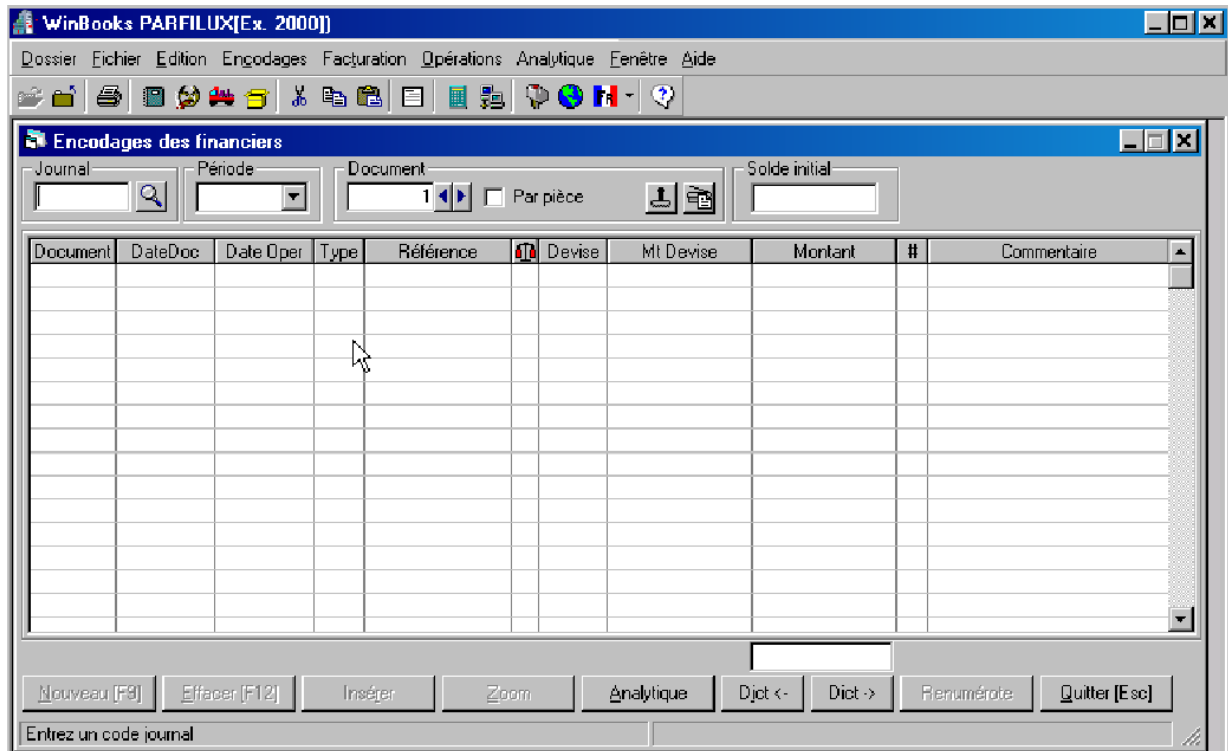
➤ **Mission et réception**

615300 Frais de réception	+	
à 440000 Fournisseur		+

Il s'agit d'achat du jus, de l'eau et du café lors d'une réception.

Les frais de réception sont fiscalement déductibles à concurrence de 50 %. La partie non déductible doit être inscrite dans la déclaration ISOC, cadre II, dépense non admise (DNA)

3-Journal financier



▪ Journal banque

Avant de pouvoir encoder les banques, la première chose à faire, est de vérifier que le solde que l'on a en comptabilité correspond bien à l'ancien solde du premier extrait à encoder.

Après cette vérification, on peut passer à l'encodage proprement dit.

* Règlement d'une facture client et fournisseur :

	* 440000 Fournisseur	+	
	à 550000 Banque		+
ET	* 550000 Banque	+	
	à 400000 Clients		+

Sur Win books, on peut retrouver la facture correspondante au montant qui entre ou sort de la banque à l'aide d'une recherche soit par le nom du fournisseur (F)

ou bien, nom du client(C). Comme, on peut effectuer cette recherche par le montant de la facture.

Le programme Win books affiche à l'écran le montant correspondant à notre recherche ou alors les montants qui se rapprochent le plus de ce qu'on a demandé et selon l'écart qu'on précisé (en %).

The screenshot shows a dialog box titled "Paramètres de recherche" with a close button (X) in the top right corner. The dialog contains several sections for search criteria:

- Top section: A dropdown menu set to "Mvts Clients ou Fournisseurs" and a checked checkbox labeled "avec les mvts lettrés".
- Second section: Two radio buttons. The first, "type journal", is selected and followed by a dropdown menu set to "Tous". The second, "code journal", is followed by an empty text field and a magnifying glass icon.
- Third section: Two radio buttons. The first, "date", is unselected. The second, "période", is selected and followed by a dropdown menu set to "Toutes".
- Bottom section: A checked checkbox labeled "avec montant de". Below it, there is a "Montant" dropdown set to "?", an empty text field containing "0", and a label "Ecart en %". To the right of the "Ecart en %" label is a spinner control set to "0". Below the "Montant" dropdown is a "Devise" text field with a magnifying glass icon.

At the bottom of the dialog are two buttons: "Annuler [Esc]" and "Exécuter [End]".

Lors de cette recherche, on trouve parfois des montants proche de ceux qu'on cherche, mais avec un écart, plus ou moins, de 3 %. A ce moment, on fait une vérification s'il s'agit d'un escompte ou une perte de change ou... Alors, on prend en considération cette différence lors de l'imputation.

* Paieement des salaires :

*455000 Salaires +
à 550000 Banque +

Ici, en enregistre le paiement des salaires à l'aide du compte courant bancaire de l'entreprise. C'est une opération qui s'effectue mensuellement.

Lors de la comptabilisation d'un extrait de compte, on peut se trouver face à un montant indiqué sur l'extrait qu'on ne peut pas imputer. Alors, le mieux est de le placer sur **le compte d'attente**.

*499000 Compte d'attente +
à 550000 Banque +

Le compte « 499000 » peut bien être passé dans l'autre sens.

Après qu'on comptabilise le montant dans le compte d'attente, il faut indiquer la référence marqué sur l'extrait bancaire pour informer le client de la situation afin qu'il puisse chercher les pièces justificatives.

▪ Journal caisse

Comme pour les banques avant de commencer à encoder la caisse il faut regarder dans le compte 570000 que le solde correspond bien à l'ancien solde repris sur la feuille de caisse.

Chaque feuille de caisse est encodée séparément dans la période concernée.

En ce qui concerne les mouvements opérés au sein de celle-ci, ils ne sont pas bien différents de ceux opérés lors de l'encodage des banques.

On retrouve dans ce journal le paiement des clients, des fournisseurs ainsi que les virements internes.

* 440000 Fournisseur	+	
à 570000 caisse		+
* 570000 Caisse	+	
à 400000 Clients		+
* 580000 virements internes	+	
à 570000 caisse		+

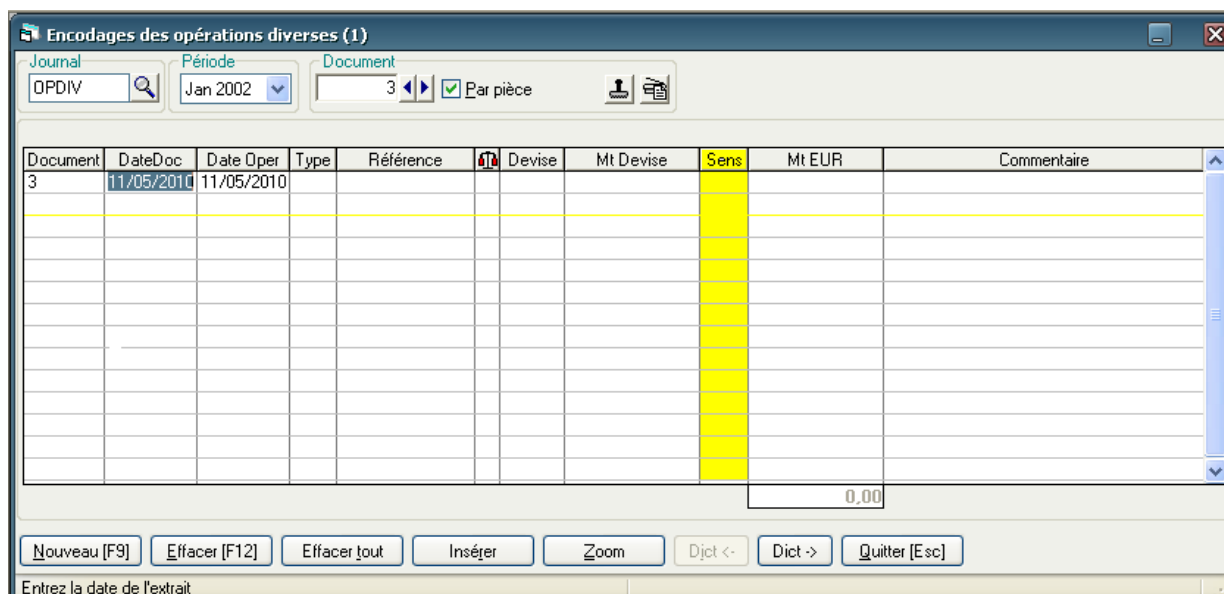
Les différents comptes 58 seront soldés lors de l'encodage des banques.

* 55000 Banque	+	
65900 Frais de banque	+	
à 58000 virement interne		+

4- Opérations diverses

Sur Win books, la fenêtre d'encodage des opérations diverses ressemble à celle des financiers, sauf que :

- à la fin de l'écriture, aucune solde n'apparaît
- une colonne permet d'indiquer le sens du mouvement (D = débit, C = crédit).



Win books a prédéfini plusieurs journaux d'opérations diverses. Les journaux d'ouvertures servent normalement à ce qu'y soit automatiquement inscrite l'opération diverse d'ouverture. On retrouve :

-OPDOUV : réouverture des comptes.

-REOPEN : report de l'exercice précédent.

-Le journal OPDIV : est destinée aux opérations diverses en cours de l'exercice.

-Le journal OPDVIR : est destinée aux opérations diverses crée par Win books lors de l'exécution des virements bancaires.

-Le journal de clôture OPDCLO : sert spécifiquement à enregistrer les opérations de fin d'exercices.

Lors de mon stage, j'ai eu l'opportunité d'encoder les écritures de rémunérations. L'écriture comptable se base sur le journal de paie que le secrétariat social remet à l'entreprise.

Cette écriture sera encoder dans le journal « OPDIV » :

***Ouvrier & Employé**

620300 Rémunération ouvrier	+	
621000 Cotisation patronal	+	
à 453000 Précompte professionnel		+
454000 ONSS		+
455001 Rémunération net		+

Pour les employés, on utilise le compte « 620200 ».

***Rémunération dirigeant**

618000 Rémunération gérant	+	
à 453000 Précompte professionnel		+
455000 Rémunération net		+

D- DECLARATION TVA

Lors de mon stage, j'ai pu constater qu'il y a des clients qui sont soumis à la TVA mensuelle et ceux qui sont soumis la TVA trimestrielle.

1- Comment peut-on la déterminer ?

Pour remettre une déclaration mensuelle, l'entreprise doit avoir un chiffre d'affaire supérieur à 1.000.000 euro par an.

Or, si le chiffre d'affaire est inférieur à 1.000.000 euro par an, l'entreprise peut remettre une déclaration trimestrielle.

Toutefois, deux acomptes doivent être versés.

2- Délai de dépôt :

Le dépôt d'une déclaration mensuelle se fait au plus tard le vingtième jour du mois qui suit le mois déclaré.

Exemple : Pour une TVA mensuelle du mois de février, celle-ci doit être envoyée avant le 20^{ème} jour du mois de mars.

Pour le dépôt trimestriel, au plus tard le 20^{ème} jour du mois qui suit le trimestre déclaré.

Or, si le 20^{ème} jour est un samedi ou un dimanche ou un jour férié, le dépôt se fait le premier jour ouvrable suivant.

Il y a aussi des délais supplémentaires pendant les vacances :

- Pour la déclaration de juin au plus tard le 10 / 08/ année N
- Pour la déclaration de juillet au plus tard le 10 / 09 / année N

3- Déclaration TVA :

Après l'encodage des documents de la période, on passe à la déclaration de la TVA.

Dans l'onglet « impression », on clique sur « document administrative », ensuite sur « déclaration TVA » afin d'imprimer. Mais avant, on clique sur visualiser afin de vérifier les montants inscrit sur le formulaire de déclaration. C'est tout est en ordre, alors on imprime la déclaration.

En effet, à partir du **1^{er} janvier 2010**, seules les déclarations transmises par la voie électronique seront admises.

On outre, des Nouvelles grilles sont apparues :

Grille 44 : base d'imposition des prestations de services rendus à un assujetti établi dans un autre Etat membre et qui est redevable de la taxe en vertu des nouvelles règles (actuellement ces montants sont déclarés en grille 47).

Grille 88 : base d'imposition des prestations de services reçus d'un assujetti établi dans un autre Etat membre et pour lesquelles l'entreprise est redevable de la taxe en Belgique en vertu des nouvelles règles (actuellement ces montants sont déclarés en grille 87).

Dans une farde, le cabinet classe tous les documents qui en relation avec la déclaration TVA : les extraits de TVA, la déclaration TVA imprimé...

E- DEPENSE NON ADMISE (DNA)

Lors de mon stage, j'ai pu assister à l'enregistrement du tableau DNA.

En effet, j'ai pu remplir :

- La case « 029 » : **Impôt non déductible** à 100 %. On trouve, les versements anticipés, les précomptes mobiliers, les charges fiscales estimées. Or, le précompte mobilier, on le retrouve dans le cadre XII « précompte imputable » point 2-g « autre précompte mobilier remboursable » de la déclaration ISOC.
- La case « 028 » : **Impôt, taxe et rétribution régionaux**, on trouve la taxe régional, non déductible à 100 %.
- La case « 030 » : **Amende, pénalités** : non déductible à 100 %.
- La case « 032 » : **Frais de voiture**, on trouve ; amortissement, entretien, assurances, parking, taxe de voiture sécurité de véhicules...

Selon l'ancienne législation, le taux de déductibilité fiscal était de 75 %.

Or, depuis le 01/04/2008, la déclaration fiscale est désormais établit en fonction de l'émission du CO2 du véhicule.

Voiture diesel :

CO2	Déductibilité
en grammes par kilomètre	
<105	90%
105<X<115	80%
115<X<145	75%
145<X<175	70%
>175	60%

Voiture essence :

CO2	Déductibilité
en grammes par kilomètre	
<120	90%
120<X<130	80%
130<X<160	75%
160<X<190	70%
>190	60%

N.B : les frais du carburant restent déductibles à 100 %

- La case « 033 » : **Frais de réception et cadeaux clients**, sont déductibles à concurrence de 50 %.
- La case « 025 » : **Frais de restaurants**, sont déductibles à concurrence de 69 %, c à d, 31 % rejeter en DNA.
- La case « 039 » : **libéralité**. Avant, ces dépenses n'étaient pas déductibles. 100 % en DNA. Ensuite, encouragement fiscal, elles seront déduites dans le cadre IV-5-b-1 « case 90 » de la déclaration ISOC pour autant qu'elles ne dépassent pas 5 % du revenu imposable avec un maximum de 500.000 euro, qu'elles atteignent au moins 30 euro par versement et qu'elles soient justifiées par une attestation fiscale produite par le bénéficiaire.

F- LA DEDUCTION POUR CAPITAL A RISQUE

On entend par la déduction pour capital à risque ou intérêt notionnel, l'intérêt fictif que la société pourra déduire de sa base imposable.

On calcule la déduction fiscale par rapport au capital à risque afin d'établir un équilibre fiscal par rapport au fonds dont dispose l'entreprise au niveau de son passif (Article 205 du CIR 92).

▪ **Base de calcul :**

Capitaux propre à la fin de la période imposable précédente moins :

-valeurs nettes des actions part propre

-les immobilisations financières

-les plus values exprimé

-les subsides en capital

-valeur d'immeuble ou partis d'immeuble donnée à titre gratuit à un administrateur ou gérant.

-variation en capitaux propre au cours de l'exercice

= » capitaux propre corrigé

Capitaux propres corrigés multiplier par le taux OLO 10 ans (taux donné par l'administration)

Résultat = **Capital à risque**

Reporté au cadre IV-5-e « case 103 » de la déclaration ISOC.

Lorsque la déduction pour capital à risque n'est prise en compte lors de l'exercice, celle-ci peut être reportée successivement sur les 7 années suivantes.

Pour les petites sociétés, elles ont droit à 0,50 % en plus du taux donné par l'administration fiscale.

Lors de mon stage le calcul du capital à risque était les capitaux propres de la période imposable précédente multiplier par le taux OLO 10 ans. Donc il n'y avait pas de corrections à faire.

Après avoir décrit les différentes étapes que j'ai réalisées au cours de mon stage, J'espère que vous avez eu une vue d'ensemble sur une partie des tâches effectuées au sein d'un cabinet expert comptable.

La partie suivante je l'ai consacré à la partie théorique, à savoir la consolidation.

III- SUJET THEORIQUE : LA CONSOLIDATION

1. INTRODUCTION

Si une entreprise est dotée d'une autonomie juridique et économique propre, il est toutefois rare que cette autonomie lui apporte les éléments nécessaires à son déploiement. Une diversification de compétence, de produits, une expansion géographique, conduisent la plupart du temps la société à rechercher des alliances avec d'autres sociétés.

Pratiquement, on constate qu'une alliance revêt des formes de plus en plus précises et plus ou moins étroites, allant de la simple représentation commerciale à la prise de contrôle d'une société sur une autre dans le but d'influencer de façon décisive la gestion journalière de la dite société contrôlée.

Au sein d'un groupe, on parle d'une entreprise mère et les entreprises contrôlées dénommées filiales.

Les entreprises jouiront souvent d'une indépendance juridique mais pas économique, de ce fait, leurs comptes annuels donnent généralement une idée inexacte de leur solvabilité, trésorerie et rentabilité.

La consolidation constitue avant tout une théorie d'information et d'évaluation qui nous permet de mieux décrire la véritable situation économique et financière d'un groupe d'entreprise, comme si les sociétés ne formaient qu'une seule entreprise, est cela en reconstituant le bilan et le compte de résultat réels de ce groupe.

Il faudra attendre le 13 juin 1983 pour prendre connaissance de la septième directive européenne de comptes consolidés. Elle prévoit une mise en vigueur avant le 1^{er} janvier 1988 dans chaque Etat membre, l'obligation de publier des comptes consolidés pouvant toutefois être appliquée à l'exercice qui commence après le 1^{er} janvier 1990.

Afin de satisfaire aux exigences de cette directive, l'Arrêté Royal du 6 mars 1990, relatif aux comptes consolidés des entreprises, est paru au Moniteur Belge du 27 mars 1990.

2. DEFINITION

2-1. La consolidation :

La notion de consolidation en comptabilité est un procédé par le quel une entreprise mère et ses filiales, exercent des activités industrielles, commerciales ou financières, regroupent leur états financiers afin de donner une image fidèle et réelle de la situation financière du groupe. Encore appelés « comptes consolidés » des états financiers du groupe, se compose d'un compte de résultat, d'un bilan et d'une annexe intégrant l'ensemble des opérations de la société mère et de ses filiales comme s'il s'agissait d'une seule entreprise.

2-2. Entreprise mère et filiale

Une société mère est une société qui contrôle une ou plusieurs entreprises (les filiales). On dit qu'une entreprise mère contrôle une autre entreprise filiale lorsqu'elle peut exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs gérants de l'entreprise concernée ou bien sur l'orientation de sa gestion.

3. OBLIGATION DE CONSOLIDER

Selon l'Arrêté Royal du 6 mars 1990, la consolidation s'applique à toutes les sociétés commerciales et sociétés à forme commerciales de droits belges, ainsi qu'à tous les organismes publics de droit belge qui exercent une mission statutaire à caractère commercial, financier ou industriel.

Or, la consolidation ne s'applique pas aux personnes physiques qui exercent un commerce, ni aux succursales et sièges d'opérations en Belgique de personnes physiques étrangères ou d'entreprise de droit étranger.

L'Arrêté Royal prévoit deux exemptions (article 8 - 11) :

- Lorsqu'une entreprise mère est elle-même filiale d'une entreprise qui établit des comptes consolidés, elle peut être exemptée de l'obligation de consolidé si elle remplit certaines conditions
- Il y a également exemption quand la société, sur une base consolidée, ne dépasse pas plus d'une des limites suivantes :
 - Chiffre d'affaire : 29,2 millions d'euro
 - Total du bilan : 14,6 millions d'euro
 - Personnel occupée : 250

Deux faits notoires à signaler :

*pour savoir si une société peut faire l'objet d'une exemption, elle doit consolider une première fois.

*l'exemption ne disparaît que lorsque deux limites sont dépassées lors de deux exercices successifs.

4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

On appelle périmètre de consolidation l'ensemble des entreprises à consolidés. Il est formé d'une société consolidant ou « société mère » et des entreprises sur lesquelles la société mère exerce un contrôle (exclusif ou conjoint) ou une influence notable. Ces derniers sont appelés sociétés consolidées ou sociétés filles.

Il est prévu quelques exceptions permettant d'exclure du périmètre certaines sociétés contrôlées.

Selon articles (12-18) de l'Arrêté Royal, peuvent être exclues :

- Une société présente des comptes dont l'importance est négligeable par rapport à celle du groupe.

- Une société connaissant des préjudices graves et durables ne permettant pas à la mère d'exercer son pouvoir.
- Une société ne pouvant remettre une information à sa société mère sans frais disproportionnés.
- Une société risque de détruire, par la nature même de son activité, l'image économique cohérente attendue au travers des comptes consolidés.
- Une société en liquidation.

5. POURCENTAGE DE PARTICIPATION

La première étape de processus de consolidation consiste à inventorier les sociétés qui entre dans le périmètre, ainsi que la méthode de consolidation retenue pour chacune d'elle.

Pour calculer le pourcentage de participation, il faut distinguer le pourcentage d'intérêt et le pourcentage du contrôle.

5-1. Pourcentage du contrôle

Il nous permet de mesurer le lien de dépendance direct ou indirect entre la société mère et ses filiales.

Les droits détenus de la société mère se cumulent avec ceux détenus indirectement par la société qu'elle contrôle.

Les droits détenus indirectement par des sociétés non contrôlées sont exclus du calcul.

En effet, la somme ainsi obtenue est alors comparée à 50% :

-Si la somme est strictement supérieure à 50% la société est considérée comme contrôlée;

-Si la somme est strictement inférieure à 50%, la société est considérée comme non contrôlée;

-Si la somme est égale à 50% il reste à voir si les 50% autres sont détenus entièrement par une autre société ne faisant pas partie du groupe. (Filiale commune).

Ce calcul constitue un préliminaire indispensable à l'attribution à chaque société une méthode de consolidation.

Dans la pratique, ce pourcentage ne suffit pas pour affirmer qu'elle méthode de consolidation à suivre. En effet, il faut faire attention aux faits et aux conventions pratiquer au sein du groupe.

C'est pour cela, on va définir quelque type de contrôle.

a) Contrôle de droit

Il y a contrôle de droit, lorsqu'on possède la majorité des droits de votes liés aux actions de l'entreprise.

Pour déterminer le pouvoir du contrôle, il faut ajouter les droits de vote qui sont détenus indirectement par l'intermédiaire des filiales à ceux qui sont détenus directement.

b) Contrôle de fait

Il y a contrôle de fait lorsque un associé est présumé disposer d'un contrôle de fait sur une entreprise, lorsqu'il a exercé lors de la dernière et de l'avant dernière assemblée générale de cette entreprise, des droits de vote qui représente la majorité des avis attachées aux actions.

c) Contrôle conjoint ou partager

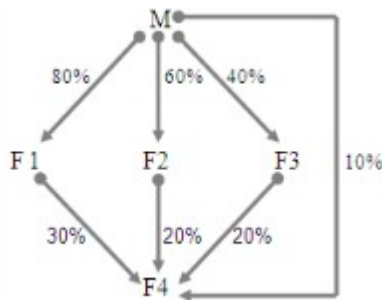
C'est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en **commun** par un nombre limité d'actionnaire, les décisions résultant de leur accord.

d) Contrôle exclusif

C'est le cas où la société mère détient directement ou indirectement un pourcentage de contrôle supérieur à 50 %. C'est-à-dire, la majorité des droits de votes, ou dans laquelle elle exerce un contrôle de fait.

EXEMPLE :

Examinons l'exemple suivant où M est la société mère et F1, F2, F3, F4 des filiales.



Pour F1 : M contrôle F1 à 80%. Donc F1 est une société contrôlée.

Pour F2 : M contrôle F2 à 60%. Donc F2 est une société contrôlée.

Pour F3: M contrôle F3 à 40%. Donc F3 n'est pas une société contrôlée.

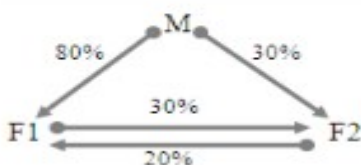
Pour F4: les actionnaires sont M, F1, F2 et F3. Nous écartons F3 qui n'est pas contrôlée par M. La somme des pourcentages de contrôle des actionnaires restants, soit 10% par M, 30% par F1 et 20% par F2, est égale à 60%. Donc F4 est une société contrôlée.

Il est évident que le calcul du pourcentage de contrôle nécessite la connaissance du niveau de contrôle des actionnaires qui eux-mêmes sont détenus par d'autres actionnaires auxquels la même question s'adresse.

- **Pourcentage de contrôle dans des cas spécifique.**

- **Cas de liaison réciproque :**

Soit le groupe suivant :



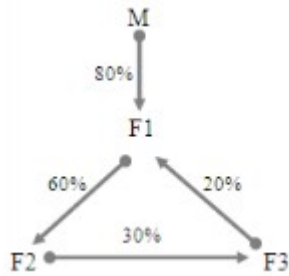
-Pour F1 : il est clair que F1 est contrôlée directement pour au moins 80 % par M.

Les 20% complémentaires représentant le niveau de contrôle de F2 dans F1 s'ajoutent à ces 80% si F2 est contrôlée par M.

-Pour F2: les actionnaires sont M et F1, avec SI contrôlée par M. Il faut donc cumuler les pourcentages de contrôle directs, soit 30 % de M dans F2 et 30 % de F1 dans F2. Donc F2 est contrôlée à raison de 60% par M.

➤ Cas de liaison circulaire

Supposons le groupe suivant :



-Pour F1: ses actionnaires sont M et F3. On peut déjà affirmer que M contrôle F1 à 80%.

-Pour F2 : son actionnaire est F1, contrôlée par M. C'est donc une société contrôlée par M à 60%.

-Pour F3 : son actionnaire est F2, contrôlée par M. Le pourcentage de contrôle de M dans F3 est donc de 30%. Elle n'est pas contrôlée par M. Nous pouvons dès lors confirmer que F1 est contrôlée par M à raison de 80%.

5-2. Pourcentage d'intérêt.

C'est la quote part détenue par une entreprise dans les capitaux propres d'une autre entreprise.

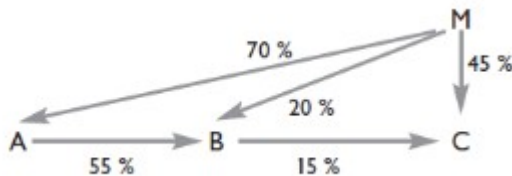
5-2-1. Liaisons directes et indirectes

En cas de liaison directe, le pourcentage d'intérêts correspond au pourcentage de participation.

En cas de participation indirecte, le pourcentage d'intérêt est obtenu en multipliant entre eux les pourcentages qui se présentent dans la chaîne formée entre l'entreprise mère et la filiale en cause.

Autrement dit, il est égal à la somme des produits des pourcentages d'intérêt financiers calculés de long de tous les chemins possibles permettant de passer de la société mère détenue.

EXEMPLE : Soit M, la société mère et A, B, C ses filiales :



Donc :

Sociétés	% de contrôle	% d'intérêts
A	70 %	70 %
B	20 + 55 = 75 %	20 + (55 × 70) = 58,5 %
C	45 + 15 = 60 %	45 + (58,5 × 15) = 53,775 %

5-2-2. Liaisons réciproques et circulaires

Le calcul des pourcentages d'intérêts repose sur un raisonnement unique et, lorsqu'il s'agit de le mettre en œuvre, plusieurs techniques peuvent être employées: méthode algébrique, calcul matriciel, méthode des progressions géométriques.

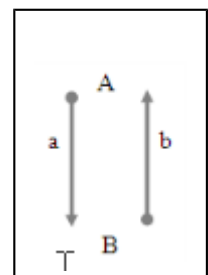
➤ Participations réciproques

Dans le cas des participations réciproques (cas où deux sociétés détiennent l'une sur l'autre des titres de l'autre société comme dans le schéma ci-contre) le calcul des pourcentages d'intérêts se fait en utilisant la formule mathématique suivante (méthode algébrique) :

-Intérêt majoritaire dans **B** = $\frac{a(1-b)}{1-ab}$

Dont a et b désignant les pourcentages directs de participation

-Intérêt majoritaire dans **A** = $\frac{1-b}{1-ab}$



➤ Participations circulaires

La formule établie dans le cas de participations réciproques peut être généralisée aux participations circulaires (méthode algébrique). Ainsi les pourcentages d'intérêts majoritaires deviennent en prenant l'exemple des trois sociétés en circuit ci-contre :

- Intérêt majoritaire dans **A** =

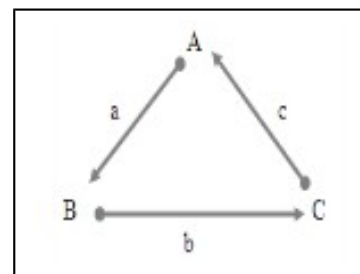
$$\frac{1 - c}{1 - abc}$$

- Intérêt majoritaire dans **B** =

$$\frac{a(1 - c)}{1 - abc}$$

- Intérêt majoritaire dans **C** =

$$\frac{ab(1 - c)}{1 - abc}$$



Quand il y a plusieurs chemins allant de A vers B, le pourcentage d'intérêts majoritaires de A dans B correspond au rapport ayant :

- Pour le numérateur, la somme des intérêts correspondant aux différents « chemins » allant de A à B
- Pour le dénominateur, la différence par rapport à 1 des intérêts correspondant au circuit allant de B à B.

6. MÉTHODE DE CONSOLIDATION

6-1. Choix de la méthode

Après avoir déterminé le périmètre de consolidation, il faut examiner pour chaque entreprise la méthode de consolidation applicable.

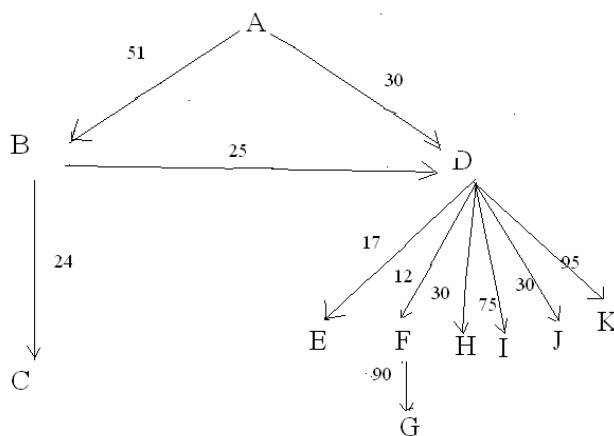
- ❖ Les filiales exclusives : dont on détient le contrôle, sont consolidées par **INTEGRATION GLOBALE (I.G)**. Elle correspond à un pourcentage supérieur à 50 %, soit une participation majoritaire

- ❖ Les filiales communes : pour lesquelles le contrôle est partagé, sont consolidées par **INTEGRATION PROPORTIONNELLE (I.P)**. Elle correspond à un pourcentage partagé équitablement : soit 50 % chacun ou 33,3 % lorsqu'ils sont trois ou 25 % s'ils sont quatre...
- ❖ La 3ème méthode est **LA MISE EN EQUIVALENCE (MEE)**, elle permet d'évaluer une série de sociétés appelées « entreprises associées » et non pas filiales. (elles ne font pas partie du périmètre de consolidation). Elle se réalise pour les pourcentages du contrôle inférieur à 50 %, et supérieur ou égale à 20 %, soit une participation minoritaire.

NB : Pour les filiales communes, la méthode utilisée est toujours la méthode intégration proportionnelle même si le pourcentage de contrôle est supérieur à 50%.

EXEMPLE

Soit l'organigramme du groupe industriel défini ci après :



Sachant que :

- * Lors des deux dernières assemblées générales B détenait la majorité des droits de vote relatifs aux actions de C.
- * Trois des quatre administrateurs de H, compose la majorité du conseil d'administration de D.

* L'entreprise I est une banque dont l'activité est développée à l'extérieur du groupe.

* L'entreprise K est en liquidation.

Détenu par A dans :	Pouvoir de Contrôle %	Pourcentage d'intérêt %	Méthode de consolidation
B	51	51	I.G
C	24	12,24 (0,51*0,24)	I.G Car contrôle de fait
D	55	42,75	I.G
E	17	7,267	Action et part Valeur comptable
F	12	5,13	Action et part Valeur comptable
G	0 (F n'est pas contrôlé)	4,617	Action et part Valeur comptable
H	30	12,825	I.G Car contrôle de droit
I	75	32,062	M.E.E Car activité totalement différent du groupe
J	30	12,825	M.E.E
K€	95	40,612	M.E.E Car l'entreprise en liquidation

6-2. La méthode d'intégration globale (I.G)

Cette méthode consiste, si on appelle A la société mère et B la société filiale, à supprimer du bilan de A les titres de B détenue par A, à additionner ligne à ligne tous les postes de l'actif et du passif, et retirer les capitaux propre de la filiale, seuls les fond propre de la société mère sont repris dans la consolidation.

Au niveau du compte de résultat, on additionne les charges et les produits de la filiale aux charges et produits de la société consolidante et scinder le résultat en deux parties : le résultat par du groupe et le résultat par des tiers

L'intégration globale consiste aussi à éliminer les opérations réciproques.

En effet, il faut déterminer en plus :

- l'écart de consolidation : c'est la différence entre la valeur comptable de la participation et la valeur actuelle de participation. Soit le pourcentage d'intérêt financier détenu par la société mère dans l'actif net hors affectation de sa filiale.

S'il est négatif, il s'inscrit en fond propre

Si l'écart est positif il est acté en actif immobilisé.

- intérêt des tiers : c'est le pourcentage d'intérêt financier détenu par les tiers sur l'actif net de la filiale.
- Part du groupe : remplace les résultats de l'exercice
- Part du tiers.

EXEMPLE

Supposant que M détient 60 % des titres de A.

Le bilan des deux sociétés est :

BILAN	BILAN M	BILAN A
ACTIF	10000	5000
IMMOBILISATION CORPORELLE	5000	2000
IMMOBILISATION FINANCIERES	1000	
CREANCES	1000	2000
VALEUR DISPONIBLE	3000	1000
PASSIF	10000	5000
CAPITAL	4000	1500
RESERVES	1000	200
BENEFICE DE L'EXERCICE	3000	300
DETTE	2000	3000
COMPTE DE RESULTAT	RESULTAT M	RESULTAT A
PRODUITS	9000	9900
C€HARGES	6000	9600
RESULTAT DE L'EXERCICE	3000	300

Tableau 1

Présentation du bilan consolidé :

* On calcul l'**écart de consolidation** :

Valeur comptable de la participation : 1000

- Valeur actuelle de participation : 1020

(% d'intérêt * part de l'actif net de A hors affectation)

$$60 \% * 1700 = 1020$$

$$= \quad - 20 \text{ (il est inscrit au fond propre)}$$

Rappel : Actif net = total actif – dette

Actif net hors affectation = actif – dette – bénéfice de l'exercice

* **Intérêt des tiers** : les tiers ont droit à 40 % de l'ensemble de l'actif net de A.
 $40 \% * 2000 = 800.$

* **Part du groupe** :

$$3000 + 60 \% \text{ de } 300 = 3180$$

* **Part du tiers** :

$$40 \% \text{ de } 300 = 120$$

Donc le **bilan consolidé** est :

ACTIF	14000
IMMOBILISATION CORPORELLE	7000
CREANCES	3000
VALEUR DISPONIBLE	4000
PASSIF	14000
CAPITAL	4000
RESERVES	1000
Part du groupe	3180
Ecart de consolidation	20
Intérêt des tiers	800
DETTE	5000
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ	

CHARGES	15600
Part du groupe	3180
Part des tiers	120
CHARGES	18900
Produit	18900

6-3. La méthode d'intégration proportionnelle (I.P)

La méthode d'intégration proportionnelle est utilisée pour consolider les comptes des filiales contrôlés conjointement.

L'intégration proportionnelle conduit à substituer dans le bilan de la société mère la quote part des éléments d'actif et du passif composant le patrimoine de la filiale à la valeur des titres de participation détenue.

Au résultat, la quote part des produits et charges est ajoutée à ceux de la société mère.

D'un point de vue technique, on applique ici les mêmes règles que dans le cas de consolidation par intégration globale.

Les postes intérêt des tiers (au passif) ainsi que part des tiers (au résultat) ne seront donc pas exprimés.

EXEMPLE

Reprenons le même exemple précédent, mais on suppose que M détient 50 % des titres de A.

* On calcule l'**écart de consolidation** :

Valeur comptable de la participation : 1000

- Valeur actuelle de participation : 850

(% d'intérêt * part de l'actif net de A hors affectation)

50 % * 1700 = 850

= 150 (il est acté en actif immobilisé)

* **Part du groupe** :

$3000 + 50 \% \text{ de } 300 = 3150$

Donc le **bilan consolidé** est :

ACTIF	11650
IMMOBILISATION CORPORELLE	6000
Ecart de consolidation	150
CREANCES	2000
VALEUR DISPONIBLE	3500
PASSIF	11650
CAPITAL	4000
RESERVES	1000
Part du groupe	3150
DETTE	3500
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ	
CHARGES	10800
Part du groupe	3150
CHARGES	13950
Produit	13950

6-3.La méthode de la mise en équivalence (MEE)

La méthode de la mise en équivalence intervient lorsque la société mère exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière de sa filiale.

L'influence notable est présumée lorsqu'une société dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale au cinquième des droits de vote de cette entreprise.

Dans cette méthode, la valeur comptable de la participation est remplacée, dans le bilan consolidé, par la quote part détenue par la société mère sur les fonds propre de l'entreprise associée.

Au compte de résultat, on acte le résultat par du groupe et une nouvelle rubrique est créée : quote part dans le résultat des entreprises mise en équivalence. (Q.P.dans la R.E.MEE)

EXEMPLE

Reprenons le même exemple (tableau 1), et supposons que M détient 40 % de titres de A.

* On calcule l'**écart de consolidation** :

Valeur comptable de la participation : 1000

-

Valeur actuelle de participation : 680

(% d'intérêt * part de l'actif net de A hors affectation)

$40\% * 1700 = 680$

= 320 (il est acté en actif immobilisé)

***Part dans des E.MEE** :

$40\% * 2000 = 800$

***Part des groupes** :

$3000 + 40\% \text{ de } 300 = 3120$

***Q.P. dans la R.E.MEE** :

$40\% * 300 = 120$

Donc le **bilan consolidé** est :

ACTIF	10120
IMMOBILISATION CORPORELLE	5000
Part dans des E.MEE	800
Ecart de consolidation	320
CREANCES	1000
VALEUR DISPONIBLE	3000
PASSIF	10120

CAPITAL	4000
RESERVES	1000
Part du groupe	3120
DETTE	2000
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ	
CHARGES	6000
Part du groupe	3120
CHARGES	9120
Produit	9000
Q.P dans le R.E.MEE	120
PRODUITS	9120

7. OPERATIONS RECIPROQUES

C'est les opérations réalisées entre les sociétés du même groupe.

Dans l'optique de la consolidation, il est nécessaire d'éliminer des comptes de la société et de ceux des filiales ces opérations réciproques et leur effet interne sur le résultat.

Chaque société établira un état récapitulatif des opérations intra-groupe à destination de la société consolidante afin qu'elle puisse procéder aux éliminations.

Pour ces éliminations, il y a lieu de distinguer :

➤ Intégration globale :

- Créances et dettes réciproque éliminées
- Produits et charges réciproques éliminées
- Profits et pertes, plus values et moins values sont éliminées totalement

- Dividendes à éliminer en totalité

➤ Intégration proportionnelle :

Les créances et les dettes réciproques, ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminées dans la limite du pourcentage d'intégration de l'entreprise contrôlée conjointement.

➤ Mise en équivalence :

Les résultats internes compris dans les stocks, les immobilisations et autres actifs provenant d'opérations réalisées entre les entreprises dont les titres sont mis en équivalence et les entreprises dont les comptes sont intégrés globalement ou proportionnellement, voir entre entreprises sous influence notable, doivent être éliminés.

Cependant ces éliminations ne sont effectuées que si elles revêtent une importance significative.

8. EXEMPLE RECAPITULATIF

Dans cet exemple, on va essayer de récapituler les méthodes de consolidations comprenant des opérations réciproques.

Supposons que M société mère détient 80% des titres de F1 et 50% des titres de F2. Donc on va utiliser la méthode d'intégration globale pour F1 et la méthode d'intégration proportionnelle pour F2.

BILAN	BILAN M	BILAN F1	BILAN F2
ACTIF	15000	7000	5000
IMMO.CORPORELLE	5000	2000	3000
IMMO. FINANCIERES			
SUR F1	4000		
SUR F2	200		
AUTRE		1000	100
STOCKS	300	500	
CREANCES	3500	1000	400
VALEUR DISPONIBLE	2000	2500	1500
PASSIF	15000	7000	5000
CAPITAL	5000	3000	2000
RESERVES	1000	500	
RESULTAT DE L'EXERCICE	2500	1000	- 400
DETTE	6500	2500	3400

CHARGES			
CHARGES DIVERSES	7000	8000	6400
PRODUITS	€		
PRODUIS DIVERS	9500	9000	6000

- 1- M a une dette envers F1 de 500 et F1 a une créance correspondante.
 - 2- F1 a une dette envers F2 de 100 et F2 a une créance correspondante.
 - 3- M a un achat à F2 de 120 et F2 une vente correspondante.
 - 4- F1 a une charge financière envers F2 de 10 et F2 a le produit correspondant.
- Les 2 dernières opérations (3-4) sont réalisées.

Solution :

Avant d'établir le bilan consolidé et le compte de résultat consolidé, il faut d'abord éliminer les opérations réciproques.

1- Chez M

489 dette divers	
<hr/>	
	500

Chez F1

416 créances diverses	
<hr/>	
500	

Elimination de l'opération dette/créance :

489 dettes diverses	500€
à 416 créance diverse	500

2- Chez F1

489 dette divers	
<hr/>	
	100

Chez F2

416 créances diverses	
<hr/>	
100	

Elimination de l'opération dette / créance :

F2 est consolidé avec la méthode I.P, donc la correction va être à la proportionnelle

489 dettes diverses	50
---------------------	----

à 416 créance diverse 50

3- Elimination de l'opération vente/ achat :

F2 est consolidé avec la méthode I.P, donc la correction va être à la proportionnelle.

700 ventes de marchandise 60

à 604 achat de marchandise 60

4- Elimination de l'opération charge /produit :

F2 est consolidé avec la méthode I.P, donc la correction va être à la proportionnelle

75 produit financier 5

à 65 charge financière 5

Après l'élimination des opérations réciproques, on va dresser les comptes consolidés. C'est pour cela, je vais utiliser un tableau de consolidation qui va nous faciliter la tâche.

Toutes les opérations passent par la colonne de traitement.

M – F1-F2	M	F1	F2	TOTAL	TRAITEMENT		CONSOLIDATION
		80 %	50%		DEBIT	CREDIT	
IMM.CORP.	5000	2000	1500	8500			8500
IMM.FINAN.				0			
SUR F1	4000			4000		4000	0
SUR F2	200			200		200	0
AUTRES		1000	50	1050			1050
ECART DE CONSO.F1				0	1200		1200
STOCKS	300	500		800			800
CREANCES	3500	1000	200	4700		550	4150
VAL. DISPONIBLES	2000	2500	750	5250			5250
TOTAUX	15000	7000	2500	24500			20950
CAPITAL	5000	3000	1000	9000	4000		5000
RESERVES	1000	500		1500	500		1000
RES. D'EXERCICE	2500	1000	- 200	3300	200		3100
ECART DE CONSO.F2				0		800	800
INTERET DES TIERES				0		900	900
DETTES	6500	2500	1700	10700	550		10150
TOTAUX	15000	7000	2500	24500	6450	6450	20950
CHARGES	7000	8000	3200	18200		65	18135
RES. D'EXERCICE	2500	1000	- 200	3300			
PART DU GROUPE				0		200	3100
PART DES TIERS				0	200		200
TOTAUX	9500	9000	3000	21500			21435
PRODUITS	9500	9000	3000	21500	65		21435
TOTAUX	9500	9000	3000	21500	265	265	21435

9. CONVERSION DES COMPTES EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

9-1. Choix de la méthode

Lorsque des filiales étrangères sont comprises dans le périmètre de consolidation, leurs comptes annuels, établis en devises étrangères, doivent être convertis au préalable en euros.

Selon les articles 42 et 43 de l'arrêté royal du 6 mars 1990, il y a deux méthodes possibles :

- Si l'entreprise dispose de son autonomie financière, c'est **la méthode de cours de clôture** qui s'applique.
- Si l'entreprise ne dispose pas de son autonomie financière, c'est la **méthode monétaire/non monétaire** qui s'applique.

C'est deux méthodes font appel au trois cours de conversion :

- **le cours de clôture** : elle consiste à considérer le cours de la devise à la date de clôture des comptes.
- **Le cours moyen** : est calculé à partir de la moyenne des cours journalière et la moyenne des douze cours de clôture.
- **Le cours historique** : soit le cours de la devise au moment de l'entrée du poste dans le patrimoine de l'entreprise ou de la première entrée dans le périmètre de consolidation.

9-2. Démarche de conversion

- Pour la méthode monétaire / non monétaire :

- convertir au **cours de clôture** (31/12/N) les éléments « monétaires » du bilan, soit *les valeurs disponibles, les placements de trésorerie, les créances et les dettes*,
- Convertir au **cours historique** les éléments « non monétaires » du bilan, soit *tous les autres postes*,
- Convertir les charges et les produits qui enregistrent des modifications de valeur d'éléments du bilan au même cours que ces derniers (Amortissement, Réduction de valeur, Provision, Variation de stock),
- Convertir les autres charges et produits au **cours moyen**.

➤ Pour la méthode du taux de clôture :

- Convertir *les fonds propres* au **cours historique**
- Convertir les *autres éléments du bilan* au **cours de clôture**,
- Convertir *les charges et les produits* au **cours moyen** (ainsi que la rubrique « résultat de l'exercice » du bilan).

L'Ecart de conversion se place :

- Pour la méthode monétaire / non monétaire, au compte de résultat (charge financier)
- Pour la méthode du taux de clôture, au bilan, au niveau des fonds propres.

CONCLUSION

J'ai réalisé au cours de mon stage au sein de l'entreprise I-heb management, que le travail du comptable est très important puis qu'il joue un rôle d'intermédiaire entre l'entreprise et l'administration fiscale.

Ce stage m'a permis de voir de près, les immenses tâches qui sont attribuées au métier du comptable, ainsi de pratiquer toutes les notions théoriques que j'ai appris qu'en sein de l'EPFC.

En effet, la comptabilité est un domaine qui est en constante évolution ce qui nous oblige à suivre toutes les nouvelles législations qui entrent en vigueur.

Outre, au cours de ce travail, j'ai essayé de se rapprocher le plus possible des modalités de la consolidation.

En effet, la consolidation des comptes annuels est devenue un véritable instrument de gestion et d'analyse des groupes. Elle permet de dévoiler à son environnement interne et externe des informations comptables et financières de façon sincères, fidèle et objective, et qui reflète la situation financière du groupe en une seule image.

BIBLIOGRAPHIE

- La consolidation directe : principe de base, préface d'Hervé DE CARMOY, 3^{ème} édition
- Cours de comptabilité approfondie : compte consolidés par Mr Alain Lenaert
- La consolidation directe : principe de base Par Allen White
- http://www.decformations.com/comptabilite/consolidation_perimetre.php
- <http://www.ddcnet.be/internet/logiciels.htm>
- <http://www.scribd.com>
- <http://www.entarabus.com>
- <http://www.docstoc.com>
- <http://www.virtualinvoice.com>
- <http://www.fisconet.fgov.be>
- <http://www.iec-iab.be>
- <http://www.becomta.be>

- <http://www.corbeel.be>
- <http://www.nbb.be>
-